

N° DP 24/959

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN POSTE D'AMARRAGE CONSENTIE AU PORT DU BRUSC - SIX-FOURS-LES-PLAGES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des transports,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/12/382 du 21 décembre 2023, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port du Brusc,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté Président n° 20/90 du 30 juillet 2020 portant règlement de police du port du Brusç,

VU l'avis d'appel à candidatures publié du 21 mars au 19 avril 2024,

VU le compte rendu d'attribution du 25 juin 2024,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a publié, le 21 mars 2024, un avis d'appel à candidatures relatif aux autorisations d'occupation temporaire de quatre postes d'amarrage sur le domaine public portuaire du Brusç, commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que Madame Marie-José GARIGUE, entrepreneur individuel, domiciliée 280 Allée de la Pinède, 83140 Six-Fours-les-Plages, est la seule société à avoir présenté un dossier complet et conforme pour le lot n° 4, soit un poste d'amarrage de 7 mètres de longueur par 3 mètres de largeur,

CONSIDERANT que par conséquent, le Bénéficiaire de l'autorisation d'occupation, conclue jusqu'au 31 décembre 2028 maximum, est Madame Marie-José GARIGUE, afin d'exercer une activité de « location de navire, sorties à thèmes » sous le nom commercial « De Criques en îles »,

CONSIDERANT que le Bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance annuelle selon les tarifs d'outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage du port du Brusç, révisés chaque année par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM,

CONSIDERANT qu'il convient de définir les conditions et modalités de l'autorisation par le biais d'une convention d'occupation temporaire délivrée à titre précaire et révocable,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER avec Madame Marie-José GARIGUE, une convention d'occupation temporaire d'un poste d'amarrage situé sur le domaine public portuaire du Brusç dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget des ports métropolitains BA 15, sur l'opération du Brusc OP 33000, article 7083.

La présente Décision sera

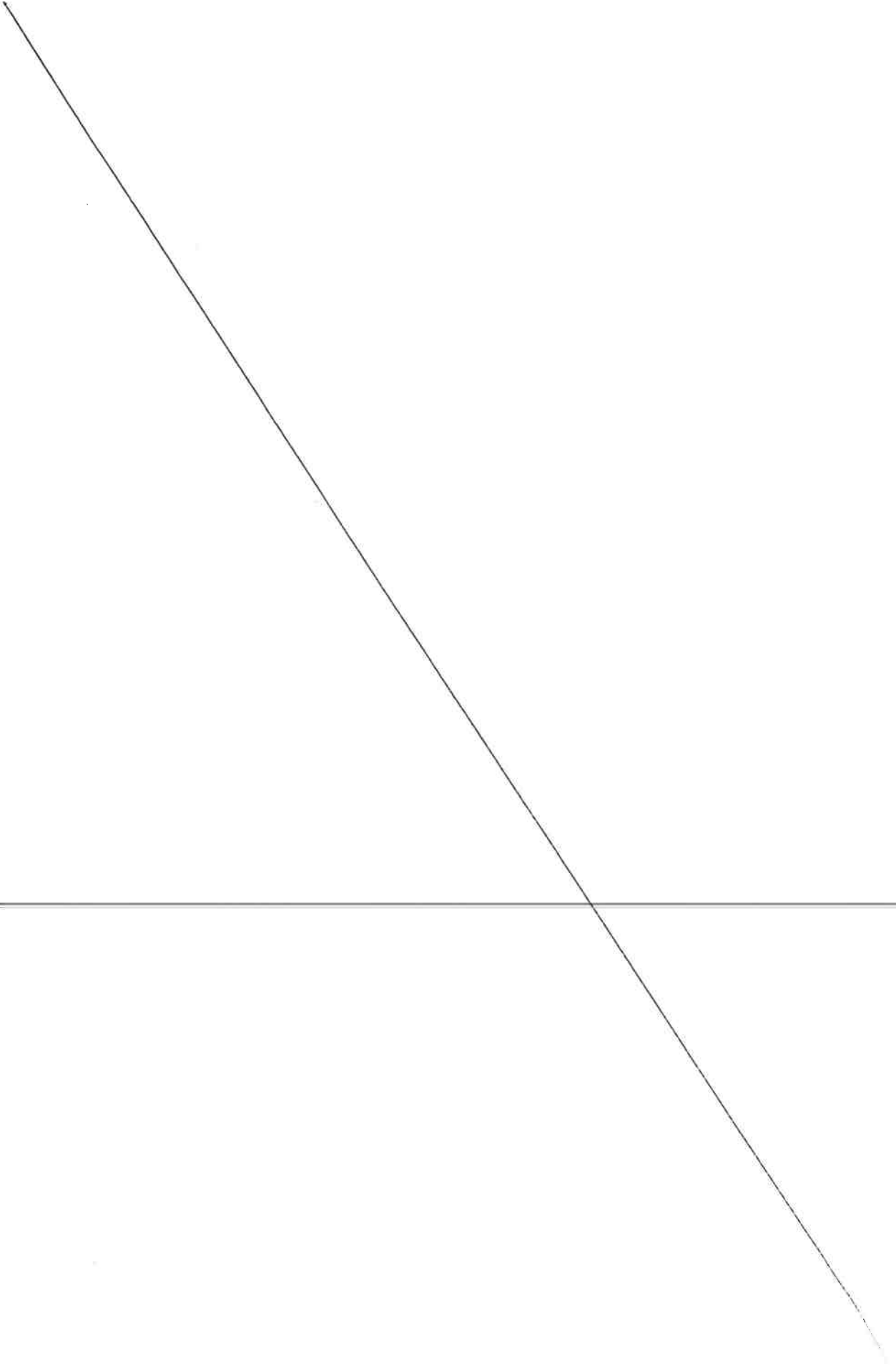
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 06 NOV. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN POSTE D'AMARRAGE
CONSENTIE A MADAME MARIE-JOSE GARIGUE**

PORT DU BRUSC - SIX-FOURS-LES-PLAGES

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n° DP 24/11 en date du 12 janvier 2024.

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

Madame Marie-José GARIGUE, entrepreneur individuel, domiciliée 155 Avenue du Mail, 83140 Six-Fours les Plages et immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro SIREN 883711012, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART

Exposé préalable :

La Métropole TPM a lancé un appel à candidatures, du 21 mars au 19 avril 2024, pour l'occupation de quatre postes d'amarrage situés sur le domaine public du port du Brusc. Le Lot n° 4 « un poste d'amarrage pour un bateau de dimensions maximales de 7 mètres (m) hors tout par 3 m de largeur (pare-battage compris) et pour un tirant d'eau maximal de 1,30 m », destiné à une activité de location, sorties à thème est attribué à Madame Marie-José GARIGUE.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole TPM confie au bénéficiaire, qui l'accepte, l'exploitation du poste d'amarrage jusqu'au 31 décembre 2028 maximum, et contre redevance fixée annuellement par délibération selon les « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage applicables au port du Brusc ».

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Madame Marie-José GARIGUE, entrepreneur individuel, domiciliée 155 Avenue du Mail, 83140 Six-Fours les Plages et immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro SIREN 883711012 est autorisée à occuper, aux seules fins d'exploitation de l'activité « de location, sorties à thème », sur le domaine public portuaire du Brusc et sous le nom commercial « De Criques en îles » :

- Un poste d'amarrage destiné au stationnement d'un navire à flot avec un tirant d'eau inférieur ou égal à 1,30 m et avec, comme dimensions maximales 7 m hors tout de longueur et 3 m de largeur, défenses comprises, ainsi que les ouvrages nécessaires à l'amarrage du navire.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une période allant du **1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2028 maximum**.

Cette durée est, entre autres, conditionnée à l'envoi, entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre de chaque année, par courrier adressé à « Hôtel de la Métropole - Direction des ports - Port du Brusc - 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9 » ou par mail à capitainerie.brusc@metropoletpm.fr :

- d'un rapport d'activité et financier de l'année écoulée,
- d'un extrait d'immatriculation de l'entreprise (Extrait RNE..)
- de la copie des papiers du navire appartenant au Bénéficiaire,
- de l'identité et des coordonnées du gardien du navire,
- des attestations d'assurances (RC et navire) en cours de validité couvrant les risques visés à l'Article 5 de la présente.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le Bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux. Elle cessera de plein droit à la date fixée.

Toute demande de renouvellement d'autorisation devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

3-1) Montant de la redevance

La présente mise à disposition est consentie moyennant le règlement d'une redevance, annuelle et non proratisable, établie aux conditions des « tarifs et conditions d'usage des outillages publics et redevances de stationnement et d'amarrage » du port du Brusc.

Cette tarification est révisée annuellement par l'assemblée délibérante de la Métropole TPM et applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

En l'espèce, la redevance s'élève, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, à :

- « Article A-II.2 Navires exerçant une activité nautique commerciale - ou armés au « commerce » : Un terme fixe d'un montant de 88,84 € TTC auquel s'ajoute un terme variable d'un montant de 57,04 € TTC / m² / an à quai ou de 29,44 € TTC / m² / an au mouillage.

La surface soumise à redevance, correspond à la surface réellement occupée par le navire, soit la longueur du navire multipliée par la largeur maximale hors défenses, dans la limite des dimensions maximales mentionnées à l'article 1.

Annuelle, elle est due et reste acquise à l'Autorité Portuaire dans son intégralité, sans remboursement, déduction ou reprise, quels que soient la gêne, diminution ou restriction d'usage, changement d'emplacement, imputables ou occasionnés directement ou indirectement du fait de chantier et travaux portuaires ayant pu être imposés au bénéficiaire.

Elle couvre l'utilisation du poste d'amarrage, et non les autres prestations pouvant être fournies par l'Autorité Portuaire qui seront facturées séparément selon les tarifs en vigueur.

3-2) Modalités de règlement

Le Bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la capitainerie du port du Brusc, dans un délai maximum de vingt jours suivant la réception de la facture.

Dans le cas d'un règlement par chèque, celui-ci devra être libellé à l'ordre de la « régie de recettes du port du Brusc ».

Dans le cas d'un règlement par virement, celui-ci devra être versé sur le compte de la « régie de recettes prolongée métropolitaine du port du Brusc » dont le numéro de compte est précisé sur la facture.

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard ; les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

En cas d'occupation par le Bénéficiaire des dépendances du domaine public de la Métropole TPM après la fin de l'autorisation, quel qu'en soit le motif, la redevance reste due pour la durée d'occupation, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés par cette dernière ni des poursuites qui pourront être engagées, également par cette dernière, à son encontre.

En cas de non-paiement de la redevance échue par le Bénéficiaire, la Métropole TPM pourra également procéder à son expulsion sans que les offres ultérieures de payer les redevances échues ne puissent arrêter l'effet de cette mesure.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au Bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, ou à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du Bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

Le Bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au règlement général de police dans les ports

maritimes de commerce et de pêche instauré par le Décret n°2009-877 du 17 juillet 2009, au règlement particulier de police et aux règles générales de gestion applicables au port du Brusc.

4-2) Conditions particulières

Le Bénéficiaire s'engage à informer la capitainerie de toutes modifications intervenant en cours d'année, en particulier en cas de changement de bateau, et à fournir les documents liés.

4-3) Obligations environnementales

La Métropole TPM est engagée dans une démarche environnementale sur l'ensemble de son domaine portuaire. Elle souhaite que le Bénéficiaire adopte également une démarche écoresponsable dans le cadre de son activité.

Dans ce contexte, le Bénéficiaire s'engage à :

- Trier et éliminer l'ensemble des déchets produits par son activité en respectant la réglementation en vigueur, les consignes de tri mises en place sur le site et engager une démarche de réduction des déchets à la source.
- Ne rejeter aucune eau polluée et aucun déchet dans les eaux portuaires.
- Rationnaliser les usages de l'eau (notamment au niveau des lavages de bateaux) avec des équipements performants en matière de consommation d'eau et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Entretenir régulièrement ses équipements pour garantir une consommation en énergie maîtrisée et mettre en place, dans la mesure du possible, des actions de réduction de la consommation.
- Utiliser des produits de lavage ecolabellisés.
- Sensibiliser ses clients aux bonnes pratiques écoresponsables dans le port et en mer.

4-4) Entretien du navire

Tout navire séjournant dans le port doit être en parfait état d'entretien, de flottabilité et de sécurité et disposer ainsi d'une totale autonomie. Le Bénéficiaire s'engage à installer des défenses molles en nombre et dimension suffisants, et à s'amarrer sur les organes d'amarrage prévus à cet effet.

Le Bénéficiaire ne saurait se prévaloir de l'état des installations portuaires pour se soustraire en tout ou partie à l'exécution de ladite obligation. Si l'Autorité Portuaire venait à constater l'inexécution de cette obligation d'entretien, ainsi qu'un risque pour le navire et/ou pour la sécurité des usagers, celle-ci pourra également mettre en demeure le bénéficiaire de procéder aux travaux nécessaires dans un délai fixé en fonction de l'urgence et des risques encourus.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, l'Autorité Portuaire sera habilitée à procéder à l'enlèvement du navire et à son stationnement sur terre-plein jusqu'à complète réalisation des travaux nécessaires à sa remise en état d'entretien et de flottabilité. Les dépenses générées par ces opérations d'enlèvement et de mise en demeure seront intégralement à la charge du Bénéficiaire.

4-5) Conditions d'utilisation du poste d'amarrage

Le Bénéficiaire s'engage à n'occuper strictement que l'emplacement désigné par la capitainerie.

L'Autorité Portuaire se réserve le droit de modifier la localisation du navire et d'assurer, si besoin est, le déplacement, pour raisons de sécurité, de travaux ou de manifestations nautiques. Dans ce cas, un autre emplacement correspondant aux caractéristiques du poste tels que défini à l'Article 1 sera proposé.

Le Bénéficiaire doit effectuer auprès de la capitainerie une déclaration d'absence pour toute absence de plus de deux jours et signaler son retour quarante-huit heures avant sa date présumée de retour. Faute de quoi, au troisième jour d'absence, la capitainerie considérera le poste comme libéré et en disposera. Son Bénéficiaire n'en disposera qu'après sa libération par les soins de

l'Autorité Portuaire. La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le navire du bénéficiaire, sont assurées par la capitainerie, au profit notamment d'usagers de passage ou en escale.

4-6) Obligation de gardiennage

Le Bénéficiaire s'engage à assurer ou faire assurer le gardiennage de son bateau et la surveillance de ses amarres, notamment en cas de coup de vent annoncé, celles-ci devant être de dimension suffisante et correctement protégées contre le ravage.

L'Autorité Portuaire, considérant qu'une autorisation de mise à disposition d'un ouvrage ne vaut pas contrat de gardiennage :

- décline toute responsabilité pour tout vol et (ou) disparition du bateau ou d'objets se trouvant à bord,
- ne peut être tenu pour responsable de la bonne conservation du bateau dans son ensemble,

4-7) Prescriptions particulières

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer à toutes les prescriptions particulières, notamment celles portant sur le changement en cours d'année du lieu d'implantation, ou générales qui pourraient être données par les agents de l'Autorité portuaire. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation d'occupation temporaire.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le Bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage qui lui serait imputable et qui serait causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut être engagée à quelque titre que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le Bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le Bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers, notamment contre les risques d'incendie, de vandalisme ou vol, d'explosion, ou encore, en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès, de la couverture en matière de renflouement et d'enlèvement d'épave.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le Bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, et chaque année avant le 31 décembre, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS

Le Bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

7-1) Résiliation à la demande du Bénéficiaire

L'autorisation peut être résiliée à la demande du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

7-2) Abrogation pour inexécution des clauses et conditions

La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- non paiement de la redevance échue, et ce dès le premier terme ;
- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;
- occupation partielle ou totale des installations par un tiers.

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-3) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le Bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le Bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

Un calcul au prorata temporis sera effectué concernant le montant de la redevance due.

ARTICLE 8 - EXECUTION

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Le Bénéficiaire,

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Marie-José GARIGUE

Jean-Pierre GIRAN
